

PREFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement
et des Espaces Naturels

Arrêté préfectoral imposant à la
Société STURM des mesures de protection des tiers contre
les risques d'éboulement à proximité de sa carrière de WEITBRUCH

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée et son décret d'application n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière,
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mars 1995 autorisant la Société TUILERIES RÉUNIES DU BAS-RHIN à exploiter une carrière de Loess sur le territoire de la commune de WEITBRUCH aux lieux-dits "Gieselberg" et "Biethlerberg",
- VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 MARS 1997 imposant le respect de l'article 4.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mars 1995,
- CONSIDÉRANT les risques d'éboulement induits par le non-respect des prescriptions de l'article 4.4. de l'arrêté préfectoral du 22 mars 1995 précité qui définit les pentes maximales des fronts d'exploitation,
- SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R E T E

Article 1er. :

La Société STURM S.A. dont le siège social est 50, rue des Vignes à WOLFISHEIM 67032 STRASBOURG CEDEX effectuera dans les délais prescrits les travaux définis aux articles 2 et 3 ci-après.

Article 2. : Evaluation du risque

E | La Société STURM confiera dans un délai d'un mois à une société spécialisée choisie en accord avec l'inspecteur des installations classées, l'étude de la stabilité des terrains au droit du front Ouest de son exploitation de WEITBRUCH.

Cette étude devra permettre de caractériser précisément le risque pour les tiers amenés à circuler en bordure de la limite surplombant ce front. Elle devra indiquer également, le cas échéant, le recul à maintenir par rapport à la crête du talus, pour une circulation en toute sécurité dans ce secteur.

Article 3. : Mesures conservatoires et prévention du risque

La Société STURM prendra toute mesure utile, et ce dès la notification du présent arrêté pour prévenir les risques d'accident dus à un éboulement ou un glissement de terrain affectant des terrains situés hors de l'emprise autorisée.

Lorsque ces risques auront été précisément définis par l'étude définie à l'article 2, elle mettra en oeuvre des solutions de mise en sécurité élaborées à partir des conclusions de cette étude.

Article 4. : Ampliation - Publicité

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation est adressée à :

- M. le Maire de WEITBRUCH,
- M. le Sous-Préfet de HAGUENAU,
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le Directeur départemental de l'équipement,
- M. le Directeur régional de l'environnement,
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace : trois exemplaires

En outre, ampliation sera notifiée à M. le Directeur de la Société STURM.

Strasbourg, le 10 MARS 1997

Le Préfet,

P. LE PREFET

Le secrétaire général,



Pierre GUINOT-DELERY

Pour ampliation
P. le Secrétaire Général
L'Attaché Chef de Bureau

E. le Seigle

M.E. LE SEIGLE



Délai et voie de recours

La présente autorisation ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG que dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.